

APN

# Ouyahia évite la polémique

**Objet, dimanche, d'une interpellation véhémente de la part du député du RCD Nordine Aït-Hamouda, le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, répondant hier matin aux préoccupations des députés, a préféré la réplique douce à la volée de bois. Ses réponses, déclamation linéaire de brins de bilans chiffrés assortis de projections quinquennales franchement optimistes, n'ont consigné nulle digression.**

**Sofiane Aït-Iflis - Alger (Le Soir)** - Une fois n'est pas coutume. Le Premier ministre a joué au commis de l'Etat studieux que les polémiques politiques ne sauraient éloigner de sa feuille de route. Son propos liminaire s'est voulu donc un tracé du cadre dans lequel son intervention allait s'inscrire : le plan d'action de son gouvernement.

Aux interventions de certains députés, dont celle de Nordine Aït-Hamouda, il a préféré la réplique douce, estimant qu'elles relèvent de préoccupations politiques qui ne sont pas au chapitre du plan d'action qu'il a soumis à débat.

Et pour défendre, plutôt vendre, sa feuille de route aux députés qui ont exprimé quelques appréhensions, Ahmed Ouyahia a recouru à la récurrence

mathématique, laquelle, en l'occurrence, a poursuivi d'établir que si les réalisations étaient possibles durant le précédent quinquennat, les prévisions consignées dans le prochain quinquennat le sont autant.

Exemple choisi : «Durant le dernier quinquennat, le gouvernement a tablé sur la création de 100 000 PME. Il a réalisé 120 000. Aussi, les 200 000 retenues pour le prochain quinquennat, ce n'est pas impossible.» Ce raisonnement a été convoqué aussi en matière de logement et d'emploi.

Autrement dit, le Premier ministre s'est appuyé sur le bilan de l'action gouvernementale passée pour justifier son optimisme quant à la réussite des actions futures. D'autant que, devait-il argu-



Ahmed Ouyahia, Premier ministre.

menter, les financements nécessaires existent. Une enveloppe de 150 milliards de dollars est, en effet, allouée au programme présidentiel que le gouvernement se charge de traduire par l'action.

La crise financière mondiale, qui est survenue au moment où le président Bouteflika bouclait son second mandat quinquennal consécutif, ne semble

pas agir en facteur décourageant sur le Premier ministre.

«La crise financière ne nous touchera pas», a-t-il affirmé. Cette confiance affichée trouve sa justification dans ce qu'il considère comme un placement judicieux des réserves de changes du pays. «Les réserves de changes sont en bon emplacement. Elles sont placées en bons de

Trésor d'Etat. Elles ne rapportent pas grand-chose mais sont en sécurité», a-t-il expliqué, répondant au passage à ceux qui s'interrogeaient si l'Algérie n'aurait pas mieux fait d'investir cette manne qui dort dans les banques étrangères.

Le Premier ministre a également tenu à rassurer ceux qui se plaignaient de l'opacité dans la gestion du fonds de régulation des recettes. «Chaque année, vous aurez la dotation financière du fonds. Aujourd'hui, je vous la donne, elle est de 4 328 milliards de dinars», a-t-il concédé.

Par ailleurs, Ouyahia a indiqué, comme répondant au Parti des travailleurs qui estime aucunement intelligent de maintenir l'option économie de marché, que l'économie de marché est irréversible, justifiant qu'«elle travaille le pays.»

Il a aussi affirmé que l'Algérie ne reviendra pas sur sa signature de l'accord d'association avec l'Union européenne et la création de la Zone arabe de libre-échange.

Ceci même si, devait-il avouer, «on a vu les produits mais pas les investis-

sements.» C'est pour palier ce déséquilibre que l'Algérie a entrepris de rectifier le dispositif légal régissant les IDE.

Mais le défi du gouvernement, un autre, c'est de parvenir à réduire la facture des importations, laquelle a atteint les 40 milliards de dollars par an, après avoir été en 2003 de l'ordre de 30 milliards de dollars. «Nous allons réduire cette facture quel qu'en sera le prix.»

## L'Etat demande pardon aux militaires victimes du terrorisme

Evoquant la réconciliation nationale et la multitude de questionnements qui l'entoure, le Premier ministre a souligné que «la réconciliation nationale n'est pas une affaire partisane. Le peuple l'a adoptée par référendum, car il veut panser ses blessures». Option, donc, irréversible.

Ouyahia a reconnu, cependant, que l'Etat a négligé, en termes de prise en charge, les victimes militaires du terrorisme. Il a expliqué que la loi sur le service national n'avait pas prévu que les militaires pouvaient être victimes dans des conflits internes, dans des situations telles que le terrorisme. «L'Etat demande pardon», a-t-il affirmé, ajoutant que «leur cas est pris en charge. Le problème sera réglé dans les prochains mois».

Le Premier ministre dira également que le cas des Patriotes est également pris en charge. Sans plus de détails. Quant à la prise en charge des familles des victimes de la tragédie nationale, Ouyahia a souligné qu'il ne s'agit pas d'un problème administratif.

«Les dossiers sont lourds. L'administration a à traiter 30 000 dossiers. Elle en a finalisé près de 80%.»

S. A. I.

## VOTE DU PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT

### Le RCD vote contre, le PT et Ennahda s'abstiennent

Le plan d'action du gouvernement a été voté hier par la majorité écrasante des députés. Seul le RCD a exprimé un vote ouvertement défavorable. Le PT et Ennahda ont, eux, opté pour l'abstention. Le reste des membres de l'Assemblée s'est prononcé favorablement pour le plan d'action. Le président de l'APN, Ziari, n'a pas raté l'occasion pour se féliciter de l'élargissement de la majorité parlementaire, allusion faite au ralliement, par leur vote, des députés indépendants ainsi que de ceux du FNA.

S. A. I.

### Ouyahia instruit les walis

Le Premier ministre a pris en charge promptement une doléance des députés qui se sont plaints de ne pas être reçus par les walis. Ouyahia a révélé qu'il adressera, à partir du 15 juin aux walis, une instruction les obligeant à se mettre à la disposition des députés pour des

questions d'utilité publique. Les walis devront, désormais, recevoir les députés, les tenir informés des programmes de développement locaux ainsi que de leur suivi. Dans la même optique, Ouyahia a indiqué que les ministres répondront aux questions orales et écrites des députés. Et que lui-même est disponible à répondre. Il a suggéré que l'APN réserve une demi-journée par semaine ou tous les quinze jours pour cela. Les commissions permanentes de l'APN auront aussi le loisir de recevoir les ministres et d'évaluer chaque année l'état d'application des décisions prises ou des lois adoptées.

S. A. I.

### Chapelet de lois dès l'automne

Le projet de loi organique relatif à la loi de finances sera soumis au Parlement à la session d'automne. Les projets de codes communal et de wilaya, le projet portant statut de l'élu et le projet de loi relatif à la fiscalité locale seront, eux, soumis au Parlement avant la fin de l'année. Le code communal en préparation instituera, à en croire Ouyahia, des majorités stables au niveau des Assemblées populaires communales. Ceci pour éviter, a-t-il expliqué, des situations de blocage.

S. A. I.

## EN DÉPIT D'UN CONFLIT DE LÉGITIMITÉ

# L'UNJA tiendra son 7<sup>e</sup> congrès au deuxième semestre de l'année en cours

**En dépit du conflit de légitimité que connaît l'Union nationale de la jeunesse algérienne (UNJA), depuis quelques mois, la commission nationale chargée de la préparation du septième congrès de cette organisation a décidé de tenir son congrès au cours de l'année.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - Un congrès qui adoptera une nouvelle stratégie avec comme axe principal le soutien au programme du président. C'est ce qu'a soutenu, hier, le secrétaire

général de l'UNJA, Madani Mohamed, lors d'une conférence de presse qu'il a animée au siège de l'Union. Il a, d'ailleurs, tenu à éclaircir les choses. «La légitimité revient au secrétariat national, seul titulaire d'une autorisation de l'administration, notamment du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, lui autorisant la tenue du congrès» et défie toute autre partie de détenir le même document. «Si une autre personne atteste qu'elle détient une quelconque autorisation, qu'elle se présente pour nous la

montrer», a-t-il lancé à son rival. Rappelons que M. Kaïs Tahar et Madani Mohamed continuent tous les deux de parler en qualité de secrétaire général de cette Union. Le premier a été destitué de son poste en mars 2007 par le conseil national, mais affirme que le poste de SG lui revient de droit. Il s'est mis également à préparer le même congrès.

Le second déclare être le seul secrétaire général, car détenant un procès-verbal par les deux tiers des membres du conseil national. L'union se retrouve

avec deux directions. Concernant le patrimoine de l'UNJA, notamment le Centre international de jeunesse de Sidi-Fredj, l'intervenant a affirmé que l'Union est toujours propriétaire de ce patrimoine et aucune note ne leur a été adressée pour évacuer les lieux, contrairement aux rumeurs colportées. «On n'abandonnera jamais le patrimoine de notre organisation», a-t-il affirmé. Une organisation qui semble, toutefois, sombrer dans la division.

S. A.